

- L'avis de divulgation devra être accompagné d'une copie authentique de l'acte notarié en minute ou d'une copie de l'acte sous seing privé constatant le transfert de l'immeuble, si celui-ci n'est pas inscrit au registre foncier au moment de la divulgation.
- Les renseignements contenus dans l'avis seront transmis par les municipalités au ministère du Revenu afin de permettre l'identification du ou des cessionnaires de l'immeuble n'ayant pas divulgué la cessation du respect de la condition d'exonération.

Date où la condition cesse d'être satisfaite : (fournir un document qui constate cette date)

Identification du cédant	
Personne physique	
Nom :	
Prénom :	
Adresse de résidence principale :	N° civique, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
L'adresse où peut être envoyé le compte (si elle est différente) :	
Organisme public, personne morale, société, association, fiducie ou tout autre groupement de quelque nature que ce soit	
Nom :	
No d'entreprise du Québec ou identification :	
Adresse du siège social ou du principal lieu d'affaires :	N° civique, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
Nom, fonction et coordonnées des personnes autorisées à agir en son nom :	

Identification du cessionnaire	
Personne physique	
Nom :	
Prénom :	
Adresse de résidence principale	N° civique, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
L'adresse où peut être envoyé le compte (si elle est différente) :	
Organisme public, personne morale, société, association, fiducie ou tout autre groupement de quelque nature que ce soit	
Nom :	
No d'entreprise du Québec ou identification :	
Adresse du siège social ou du principal lieu d'affaires :	N° civique, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
Nom, fonction et coordonnées des personnes autorisées à agir en son nom :	

Nom des membres d'un ordre professionnel qui ont rendu des services dans le cadre du transfert de l'immeuble	
Nom :	
Coordonnées :	

Identité de la propriété	
Adresse de l'immeuble :	N° civique, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
Cadastre :	
Date du transfert :	

Autres informations – Article 9 – Loi concernant les droits sur les mutations immobilières	
Nom de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, lorsque celui-ci n'est pas immatriculé :	
Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble selon le cédant et le cessionnaire :	
Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, et, le cas échéant, la portion de cette base qui est visée au troisième alinéa de l'article 4 :	
Le montant du droit de mutation :	
La disposition de l'un ou l'autre des articles 17 à 20 en vertu de laquelle, selon le cessionnaire, celui-ci est exonéré du paiement du droit de mutation :	
Toute autre mention prescrite par règlement :	

Est-ce qu'il y eu transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Meubles visés à l'article 1.0.1
Le montant de la contrepartie pour le transfert de meubles visés à l'article 1.0.1 selon le cédant et le cessionnaire :	
Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour les meubles visés à l'article 1.0.1, selon le cédant et le cessionnaire, et, le cas échéant, la portion de cette base qui est visée au troisième alinéa de l'article 4 :	
Le montant du droit de mutation pour les meubles visés à l'article 1.0.1 :	
Le cas échéant, la disposition de l'un ou l'autre des articles 17 à 20 en vertu de laquelle, selon le cessionnaire, le transfert est exonéré du paiement du droit de mutation :	
Toute autre mention prescrite par règlement :	